



An I de Roch KABORE/ PNDES : Réduire l'incidence de la pauvreté à moins de 35% d'ici à 2020

vendredi 30 décembre 2016, par Burkinapmepmi.com

Exit la SCADD, place au Plan national de développement économique et social (PNDES). Adopté en conseil des ministres le 20 juillet dernier et approuvé par l'Assemblée nationale le 19 octobre, le PNDES devient ainsi le nouveau référentiel de développement du Burkina Faso sur la période 2016-2020. Le document part du constat, qu'en dépit des diverses politiques de développement élaborées dans le passé, le « pays des Hommes intègres » reste marqué, entre autres, par la faible productivité de son secteur primaire (dominé par une agriculture de subsistance), le déclin du secteur manufacturier, la faible diversification des exportations et l'insuffisance de ressources humaines de qualité « adaptées aux besoins de sa transformation structurelle ».

Le PNDES entend alors faire du Burkina Faso, « une Nation démocratique, unie et solidaire, transformant la structure de son économie et réalisant une croissance forte et inclusive, au moyen de modes de consommation et de production durables ». En clair, l'objectif général du plan est de transformer structurellement l'économie burkinabè, afin d'assurer une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social des populations.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement du Premier ministre Paul Kaba Thiéba compte actionner trois leviers majeurs : réformer les institutions et moderniser l'administration, développer le capital humain et dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois. Ces trois axes, selon les concepteurs du PNDES, permettront d'améliorer l'efficacité des gouvernances politique, administrative, locale...de même qu'ils favoriseront l'émergence d'une économie moderne. Ce qui engendrera « un secteur primaire évolutif plus compétitif et des industries de transformation et de services de plus en plus dynamiques, permettant de réaliser un taux de croissance économique annuel moyen de 7,7% et créatrice d'au moins 50 000 emplois décents par an ». En sus, d'ici à 2020, le gouvernement espère une réduction de l'incidence de la pauvreté à moins de 35% (qui s'établit à 40,1% en 2014) et une maîtrise de la croissance démographique à 2,7% (contre 3,1% de nos jours). A cela s'ajoutent, l'accélération du niveau de développement du capital humain ainsi que le changement des modes de production et de consommation.

Le coût total de cet ambitieux plan de développement de cinq ans est estimé à 15 395,4 milliards de F CFA. Il sera financé sur des ressources propres de l'Etat à hauteur de 9 825,2 milliards de F CFA, soit 63,68% du coût total du PNDES. Le besoin de financement extérieur s'élève à 5 570,2 milliards de F CFA, soit 36,2% du budget prévu. Ce gap devrait être largement comblé, car lors de la conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du PNDES, les 7 et 8 décembre dernier à Paris, les engagements publics et privés se sont élevés à plus de 18 000 milliards de F CFA.

Cependant, reconnaît le gouvernement, l'atteinte de ces performances est tributaire des risques d'insécurité, des troubles sociopolitiques, financiers, des aléas climatiques, etc.

Sié Simplicie HIEN
Sidwaya.bf